

**CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE**

3 décembre 2004

PROPOSITION DE LOI**relative à l'emploi de la langue allemande
en matière législative**

(déposée par MM. Koen Bultinck,
Bert Schoofs, Jaak Van den Broeck,
Francis Van den Eynde et Staf Neel)

**BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS**

3 december 2004

WETSVOORSTEL**betreffende het gebruik van de Duitse taal
in wetten**

(ingediend door de heren Koen Bultinck,
Bert Schoofs, Jaak Van den Broeck,
Francis Van den Eynde en Staf Neel)

RÉSUMÉ

Cette proposition de loi entend faire en sorte qu'à l'avenir, les lois, arrêtés royaux et arrêtés ministériels soient rédigés dans les trois langues nationales.

SAMENVATTING

Dit wetsvoorstel strekt ertoe wetten, koninklijke besluiten en ministeriële besluiten voortaan in de drie landstalen te laten opmaken.

<i>cdH</i>	: Centre démocrate Humaniste
<i>CD&V</i>	: Christen-Democratisch en Vlaams
<i>ECOLO</i>	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
<i>FN</i>	: Front National
<i>MR</i>	: Mouvement Réformateur
<i>N-VA</i>	: Nieuw - Vlaamse Alliantie
<i>PS</i>	: Parti socialiste
<i>sp.a - spirit</i>	: Socialistische Partij Anders - Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht.
<i>Vlaams Belang</i>	: Vlaams Belang
<i>VLD</i>	: Vlaamse Liberalen en Democraten

Abréviations dans la numérotation des publications :

DOC 51 0000/000 : Document parlementaire de la 51e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif

QRVA : Questions et Réponses écrites

CRIV : Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)

CRABV : Compte Rendu Analytique (couverture bleue)

CRIV : Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)
(PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)

PLEN : Séance plénière

COM : Réunion de commission

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

DOC 51 0000/000 : Parlementair document van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer

QRVA : Schriftelijke Vragen en Antwoorden

CRIV : Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)

CRABV : Beknopt Verslag (blauwe kaft)

CRIV : Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
(PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)

PLEN : Plenum

COM : Commissievergadering

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes :
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be
e-mail : publications@laChambre.be

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen :
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : publicaties@deKamer.be

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition de loi reprend le texte de la proposition de loi DOC 50 497/001.

Dans son ouvrage «Le statut juridique de la langue allemande en Belgique», Bernhard Berghmans traite du statut de l'allemand dans notre pays. Il fait à cet égard une distinction entre le statut de langue «nationale» et celui de langue «officielle». Les langues officielles sont celles que les pouvoirs publics utilisent pour leur fonctionnement interne et pour leurs contacts avec la population. La ou les langues nationales sont celles qui sont reconnues comme langues de la nation, langues du ou des peuple(s) qui constituent la nation. Ces deux statuts coïncident généralement. Tel était aussi le cas au moment où l'État belge a vu le jour: le français était la langue nationale du peuple qui était qualifié de «belge» et aussi la seule langue officielle.

En France aussi, la langue nationale et la langue officielle coïncident. Les autres langues qui sont utilisées dans ce pays ont le statut de «langue régionale».

Cette situation «idéale» ne prévaut toutefois pas partout. Au Luxembourg par exemple, seul le luxembourgeois est reconnu comme langue nationale, tandis que le français, l'allemand et le luxembourgeois (dans des mesures diverses) ont le statut de langue officielle. En Irlande, l'anglais est une langue officielle mais non la langue nationale, car cet honneur revient uniquement à l'irlandais (gaélique).

Contrairement à ce qui s'est fait dans les pays précités, les notions de «langue nationale» et de «langue officielle» n'ont jamais été clairement définies en droit belge. La disposition de l'article 30 de la Constitution prévoyant que l'emploi des langues usitées en Belgique est facultatif et qu'il ne peut être réglé que par la loi, et seulement pour les actes de l'autorité publique et pour les affaires judiciaires, est vague et peut donner lieu à des interprétations différentes. Sur la base des mots «usitées en Belgique», le français et le néerlandais sont généralement considérés comme des langues nationales. Elles sont toutes deux aussi des langues officielles — de manière tout à fait équivalente —, même s'il a fallu attendre longtemps avant que le néerlandais ait le statut qu'il a à l'heure actuelle. En plus de ce principe général, énoncé à l'article 30, le constituant a introduit le principe de la territorialité (article 4), ce qui a eu des conséquences pour l'interprétation que les différentes communautés ont données

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit wetsvoorstel neemt de tekst over van wetsvoorstel DOC 50 497/001.

In zijn boek «*Le statut juridique de la langue Allemande en Belgique*» behandelt Bernhard Berghmans de positie van het Duits in ons land. Hij gaat daarbij uit van het verschil tussen het statuut van «nationale» taal en dat van «officiële» taal. Officiële talen zijn de talen waarvan de openbare machten gebruik maken bij hun interne werking en bij hun contacten met het publiek. De nationale taal (of talen) is de taal die erkend is als de taal van de natie, die van het volk (of volkeren) dat de natie vormt. Meestal vallen beide statuten samen. Zo was het ook bij het ontstaan van de Belgische staat: het Frans was de nationale taal van wat het «Belgische» volk werd genoemd en tegelijkertijd ook de enige officiële taal. Ook in Frankrijk vallen nationale en officiële taal samen. Andere in dat land gesproken talen hebben slechts het statuut van «regionale taal».

Toch bestaat deze «ideale» situatie niet overal. In Luxemburg bijvoorbeeld is enkel het Luxemburgs erkend als nationale taal, terwijl het Frans, het Duits en het Luxemburgs (in verschillende mate) als officiële talen gelden. In Ierland is het Engels een officiële taal, maar geen nationale, want die eer komt enkel het Iers (Gaelic) toe.

In tegenstelling tot bovengenoemde landen zijn de concepten «nationale taal» en «officiële taal» nooit op een duidelijke manier gedefinieerd in het Belgische recht. De bepaling in artikel 30 in de Grondwet dat het gebruik van de in België gesproken talen vrij is en niet kan worden geregeld dan door de wet en dan alleen voor handelingen van het openbaar gezag en voor gerechtszaken, is vaag en laat ruimte voor verschillende interpretaties. Algemeen worden op basis van de woorden «in België gesproken», het Nederlands en het Frans als nationale talen beschouwd. Zij zijn beide ook, op volkomen gelijkwaardige basis, officiële talen, al heeft het lang geduurd voor het Nederlands zijn huidige positie kon innemen. Naast het algemene principe, vastgelegd in artikel 30, heeft men het principe van de territorialiteit ingevoerd (artikel 4), wat gevolgen heeft gehad voor de invulling die men aan het concept officiële taal heeft gegeven in de onderscheiden gemeenschappen en wat tevens geleid heeft tot een

du concept de «langue officielle» et ce qui a aussi eu pour effet de restreindre le caractère «facultatif» de l'emploi des langues.

Quel est dès lors le statut de l'allemand? Hormis la courte période comprise entre 1831 et 1839, lorsque le Luxembourg faisait encore entièrement partie de la Belgique, l'allemand n'était pas considéré comme une langue nationale. Il n'a jamais été considéré comme une langue officielle. Après 1839, l'emploi de l'allemand en Belgique a été soit nié, soit totalement ignoré. Or, l'allemand a été régulièrement utilisé, jusqu'à la première guerre mondiale, dans les régions de Montzen et d'Arlon. Les choses ont quelque peu changé après l'annexion des «cantons de l'Est», ainsi qu'en atteste le régime linguistique spécial dont ceux-ci ont été dotés. Si l'allemand a su peu à peu se faire une petite place en tant que langue officielle (la région de langue allemande est une des régions linguistiques énumérées dans la Constitution), sa reconnaissance en tant que langue nationale faisait toujours problème. Cette reconnaissance est aujourd'hui acquise, bien que l'on en redoute toujours les conséquences éventuelles sur le plan juridique, à savoir un trilinguisme généralisé au niveau national.

Le flou qui a toujours entouré le statut des langues en Belgique a fait en sorte que l'allemand est aujourd'hui en retrait par rapport au néerlandais et au français, que ce soit au niveau national ou au niveau régional. Le statut de l'allemand au sein de la Communauté germanophone n'est en effet pas identique à celui du néerlandais en Flandre ou à celui du français dans la Communauté française. Il serait souhaitable de régler cette matière une fois pour toutes, en inscrivant les langues nationales dans la Constitution et en adaptant la législation de telle sorte que chaque langue ait un statut équivalent. Mais nous n'en sommes pas encore là.

Certains parlementaires germanophones ont eu le mérite de soulever cette question de temps à autre. Mais étant donné qu'ils ne peuvent pour l'instant agir qu'au sein de partis francophones (sans quoi, ils ne pourraient en effet pas être élus), leurs démarches sont restées velleitaires. À quelques exceptions près, les Flamands n'ont — et ce n'est pas à leur honneur — tenu aucun compte des aspirations légitimes des germanophones. Nous entendons mettre un terme à cette situation en déposant la présente proposition de loi, qui s'inscrit dans le prolongement de la proposition que M. Eicher avait déposée au Sénat (Doc. Sénat, no 1-900/1-1989/1990). Elle concerne la problématique de la promulgation des lois et du dépôt des projets de loi à la Chambre et au Sénat, matières pour lesquelles rien ne se fait en langue allemande.

inperking van het «vrij» zijn in het gebruik van de talen.

Wat is nu de positie van het Duits in dit geheel? Behalve de korte periode tussen 1831 en 1839, toen Luxemburg nog in zijn geheel tot België behoorde, werd het Duits niet beschouwd als een nationale taal. Het werd nooit beschouwd als een officiële taal. Na 1839 werd het gebruik van het Duits in België ofwel ontkend of kreeg het absoluut geen erkenning. Nochtans werd het Duits tot aan de Eerste Wereldoorlog nog op geregelde basis gebruikt in de streken rond Montzen en Aarlen. Enige verandering kwam er na de aanhechting van de zogenaamde Oostkantons, als men rekening houdt met het speciaal regime dat voor die Oostkantons werd ingesteld. Het Duits veroverde gaandeweg een gelimiteerd plaatsje als officiële taal (het Duitse taalgebied is een van de in de Grondwet vermelde taalgebieden), maar men bleef het moeilijk hebben met zijn erkenning als nationale taal. Die erkenning is er nu wel, al heeft men nog steeds schrik van de eventuele juridische gevolgen ervan, namelijk een veralgemeende drietaligheid op nationaal niveau.

De nooit duidelijk afgelijnde positie van de talen in België heeft er voor gezorgd dat het Duits niet op dezelfde hoogte staat als het Nederlands en het Frans, niet op nationaal, maar ook niet op regionaal niveau.

Het statuut van het Duits in de Duitstalige Gemeenschap is immers niet hetzelfde als dat van het Nederlands in Vlaanderen of dat van het Frans in de Franse Gemeenschap. Het ware raadzaam deze kwestie voor goed te regelen, door de nationale talen in de Grondwet in te schrijven en de wetgeving zodanig aan te passen dat elke taal een gelijkwaardige positie bekleedt. Zover zijn we echter nog niet.

Het is de verdienste geweest van enkele Duitssprekende parlementsleden om af en toe dit hiaat aan de orde te brengen. Maar aangezien zij vooralsnog volledig in de schoot van Franstalige partijen dienen te opereren (anders kunnen zij immers niet worden verkozen) is dat steeds aarzelend gebeurd. Het strekt de Vlamingen — enkele uitzonderingen niet te na gesproken — niet tot eer dat zij die Duitstalige legitieme verzuchtingen op hun beurt naast zich hebben neergelegd. Aan die houding wensen wij een einde te maken met de indiening van dit voorstel, dat voortbouwt op een oud voorstel dat de heer Eicher ooit in de Senaat indiende (Stuk Senaat, nr 1-900/1-1989/1990). Het behandelt de problematiek van de afkondiging van de wetten en de indiening van wetsontwerpen in Kamer en Senaat, zaken waar inderdaad het Duits niet aan te pas komt.

À l'époque, M. Eicher voulait que ces textes fussent traduits en allemand, mais il a malheureusement essuyé un échec. Compte tenu de ce que nous avons précisé ci-avant, nous estimons cependant qu'il ne suffit pas de traduire ces textes, étant donné qu'une simple traduction porterait atteinte à la force juridique du texte allemand. Aussi estimons-nous qu'il conviendrait de promulguer les lois, les arrêtés royaux et les arrêtés ministériels dans les trois langues nationales et qu'il conviendrait d'établir également les projets de loi dans ces trois langues.

En attendant l'éclatement de l'État artificiel constitué de trois peuples qu'est la Belgique, la présente proposition de loi constitue une des initiatives qui doivent permettre à la langue allemande d'occuper la place qui lui revient au sein de l'État belge. Il appartiendra cependant aux pouvoirs publics de prendre d'autres initiatives (voir également notre proposition de résolution relative à la Communauté germanophone). Nous espérons que les pouvoirs publics prendront rapidement leurs responsabilités en la matière. La présente proposition de loi a en tout cas le mérite d'ouvrir le débat et de constituer un exemple.

De heer Eicher wilde destijds voorzien in een Duitse vertaling in deze zaken, maar ving spijtig genoeg bot. In het licht van wat wij hierboven hebben gesteld, zijn wij evenwel van oordeel dat een loutere vertaling niet voldoende is, daar dat de rechtskracht van de Duitse tekst zou aantasten. Daarom is het onze mening dat wetten, koninklijke besluiten en ministeriële besluiten in de drie nationale talen moeten worden afgekondigd en dat ingediende wetsontwerpen eveneens in die drie talen opgemaakt moeten zijn.

In afwachting van het uiteenvallen van de kunstmatige drievolkerenstaat België is dit voorstel slechts één van de stappen die kunnen en moeten worden gezet om het Duits zijn rechtmatige plaats in deze staat te geven. Verdere initiatieven zullen echter vooral van overheidswege moeten genomen worden (zie ook ons voorstel van resolutie betreffende de Duitse gemeenschap). Wij hopen dat de overheid haar verantwoordelijkheid terzake snel zal opnemen. Met dit voorstel is in elk geval het debat geopend en een voorbeeld gesteld.

Koen BULTINCK (Vlaams Belang)
Bert SCHOOFS (Vlaams Belang)
Jaak VAN DEN BROECK (Vlaams Belang)
Francis VAN DEN EYNDE (Vlaams Belang)
Staf NEEL (Vlaams Belang)

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

Dans l'article 1^{er} de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires, les mots «en langue française et en langue néerlandaise» sont remplacés par les mots «en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande».

Art. 3

Dans l'article 2, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots «dans les deux langues» sont remplacés par les mots «en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande».

Art. 4

À l'article 3 de la même loi sont apportées les modifications suivantes:

1° le § 1^{er} est complété comme suit:

«ALBERT II, König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß.

Die Abgeordnetenversammlung hat das Folgende angenommen, und Wir sanktionieren es:

(Gesetz)

Verkünden das vorliegende Gesetz, ordnen an, daß es mit dem Staatssiegel versehen und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.»;

2° le § 2 est complété comme suit:

«ALBERT II, König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß.

Die Kammern haben das Folgende angenommen, und Wir sanktionieren es:

(Gesetz)

Verkünden das vorliegende Gesetz, ordnen an, daß es mit dem Staatssiegel versehen und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.».

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

In artikel 1 van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen, worden de woorden «in het Nederlands en in het Frans» vervangen door de woorden «in het Nederlands, in het Frans en in het Duits».

Art. 3

In artikel 2, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden «in beide talen» vervangen door de woorden «in het Nederlands, in het Frans en in het Duits».

Art. 4

In artikel 3 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt als volgt aangevuld:

«ALBERT II, König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß.

Die Abgeordnetenversammlung hat das Folgende angenommen, und Wir sanktionieren es:

(Gesetz)

Verkünden das vorliegende Gesetz, ordnen an, daß es mit dem Staatssiegel versehen und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.»;

2° paragraaf 2 wordt als volgt aangevuld:

«ALBERT II, König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß.

Die Kammern haben das Folgende angenommen, und Wir sanktionieren es:

(Gesetz)

Verkünden das vorliegende Gesetz, ordnen an, daß es mit dem Staatssiegel versehen und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.».

Art. 5

Dans l'article 4 de la même loi, les mots «texte français et texte néerlandais l'un en regard de l'autre» sont remplacés par les mots «texte français, texte néerlandais et texte allemand les uns en regard des autres».

Art. 6

L'article 8 de la même loi est remplacé par la disposition suivante:

«Art. 8. — Lorsqu'il y a lieu à publication d'un traité auquel la Belgique est partie, cette publication se fait par la voie du *Moniteur belge* dans un texte original avec traduction française, néerlandaise ou allemande.

Dans le cas où un texte original n'a pas été établi en français, en néerlandais ou en allemand, la traduction dans les trois langues est également publiée au *Moniteur belge*.».

Art. 7

L'article 56 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, est remplacé par la disposition suivante:

«Art. 56. — Les arrêtés royaux et ministériels sont rédigés en français, en néerlandais et en allemand.

Toutefois, ils peuvent être unilingues, quand ils se rapportent exclusivement soit à la région de langue française, de langue néerlandaise ou de langue allemande, soit à un des cadres ou rôles linguistiques des services visés aux articles 39 à 47.

Les arrêtés royaux et ministériels trilingues sont d'abord rédigés dans la langue imposée par l'article 39 et ensuite traduits.

Les arrêtés royaux et ministériels sont publiés intégralement par la voie du *Moniteur belge* dans le mois de leur date. Lorsqu'ils sont trilingues, ils sont publiés texte français, texte néerlandais et texte allemand en regard les uns des autres.».

28 octobre 2004

Art. 5

In artikel 4 van dezelfde wet worden de woorden «de Nederlandse tekst en de Franse tekst» vervangen door de woorden «de Nederlandse, de Franse en de Duitse tekst».

Art. 6

Artikel 8 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

«Art. 8. — Is er aanleiding tot bekendmaking van een verdrag waarbij België partij is, dan wordt dat verdrag in een oorspronkelijke tekst in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt met de Nederlandse, Franse of Duitse vertaling. Bestaat er geen oorspronkelijke tekst in het Nederlands, het Frans of het Duits, dan wordt eveneens de vertaling in de drie talen in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.».

Art. 7

Artikel 56 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, wordt vervangen als volgt:

«Art. 56. — De koninklijke en ministeriële besluiten worden gesteld in het Nederlands, het Frans en het Duits.

Zij mogen echter eentalig zijn wanneer zij betrekking hebben hetzij op het Nederlandse, het Franse of het Duitse taalgebied, hetzij op een van de taalkaders of rollen van de diensten bedoeld in de artikelen 39 tot 47.

De drietalige koninklijke en ministeriële besluiten worden eerst gesteld in de taal voorgeschreven bij artikel 39 en daarna vertaald.

De koninklijke en ministeriële besluiten worden integraal in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt, binnen één maand van hun dagtekening. Wanneer zij drietalig zijn, worden zij bekendgemaakt met de Nederlandse, de Franse en de Duitse tekst tegenover elkaar.».

28 oktober 2004

Koen BULTINCK (Vlaams Belang)
Bert SCHOOFS (Vlaams Belang)
Jaak VAN DEN BROECK (Vlaams Belang)
Francis VAN DEN EYNDE (Vlaams Belang)
Staf NEEL (Vlaams Belang)

TEXTE DE BASE

31 mai 1961

Loi relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires

Article 1

Les lois sont votées, sanctionnées, promulguées et publiées en langue française et en langue néerlandaise.

Art. 2

Les projets de loi émanant du gouvernement sont présentés aux Chambres dans les deux langues.

Les propositions émanant de l'initiative des membres des Chambres sont faites dans la langue choisie par leurs auteurs et sont traduites éventuellement par les soins du bureau.

Il en est de même des amendements introduits au cours des débats.

Les Chambres arrêtent, par voie réglementaire, les mesures qu'elles jugent utiles pour assurer, chacune en ce qui la concerne, l'exécution du présent article.

Art. 3

§ 1. La sanction et la promulgation des lois adoptées conformément à l'article 74 de la Constitution, se feront de la manière suivante:

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit:

(Loi)

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'État et publiée par le Moniteur belge.

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt:

(Wet)

TEXTE DE BASE ADAPTE A LA PROPOSITION

31 mai 1961

Loi relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires

Article 1

Les lois sont votées, sanctionnées, promulguées et publiées **en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande**.¹

Art. 2

Les projets de loi émanant du gouvernement sont présentés aux Chambres **en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande**.²

Les propositions émanant de l'initiative des membres des Chambres sont faites dans la langue choisie par leurs auteurs et sont traduites éventuellement par les soins du bureau.

Il en est de même des amendements introduits au cours des débats.

Les Chambres arrêtent, par voie réglementaire, les mesures qu'elles jugent utiles pour assurer, chacune en ce qui la concerne, l'exécution du présent article.

Art. 3

§ 1. La sanction et la promulgation des lois adoptées conformément à l'article 74 de la Constitution, se feront de la manière suivante:

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit:

(Loi)

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'État et publiée par le Moniteur belge.

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt:

(Wet)

¹ Art. 2: remplacement.

² Art. 3: remplacement.

BASISTEKST

31 mei 1961

Wet betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen.

Artikel 1

De wetten worden in het Nederlands en in het Frans gestemd, bekrachtigd, afgekondigd en bekendgemaakt.

Art. 2

Wetsontwerpen uitgaande van de regering worden bij de kamers ingediend in beide talen.

Voorstellen uitgaande van de leden der Kamers worden ingediend in de taal door de voorstellers gekozen en worden eventueel door de zorg van het bureau verstaald.

Hetzelfde geldt voor de amendementen die in de loop van de besprekingen worden ingediend.

De Kamers bepalen bij reglement de maatregelen die zij dienstig oordelen om, elk wat haar betreft, de uitvoering van dit artikel te verzekeren.

Art. 3

§ 1. De bekrachtiging en de afkondiging van de wetten, aangenomen overeenkomstig artikel 74 van de Grondwet, geschieden op de volgende wijze:

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt:

(Wet)

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt.

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit:

(Loi)

BASISTEKST AANGEPAST AAN HET VOORSTEL

31 mei 1961

Wet betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen.

Artikel 1

De wetten worden **in het Nederlands, in het Frans en in het Duits**¹ gestemd, bekrachtigd, afgekondigd en bekendgemaakt.

Art. 2

Wetsontwerpen uitgaande van de regering worden bij de kamers ingediend **in het Nederlands, in het Frans en in het Duits**.²

Voorstellen uitgaande van de leden der Kamers worden ingediend in de taal door de voorstellers gekozen en worden eventueel door de zorg van het bureau verstaald.

Hetzelfde geldt voor de amendementen die in de loop van de besprekingen worden ingediend.

De Kamers bepalen bij reglement de maatregelen die zij dienstig oordelen om, elk wat haar betreft, de uitvoering van dit artikel te verzekeren.

Art. 3

§ 1. De bekrachtiging en de afkondiging van de wetten, aangenomen overeenkomstig artikel 74 van de Grondwet, geschieden op de volgende wijze:

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt:

(Wet)

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt.

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit:

(Loi)

¹ Art. 2: vervanging.

² Art. 3: vervanging.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt.

§ 2. La sanction et la promulgation des lois adoptées conformément aux articles 77 et 78 de la Constitution, se feront de la manière suivante:

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit:

(Loi)

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'État et publiée par le Moniteur belge.

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt:

(Wet)

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt.

Art. 4

Les lois, après leur promulgation, sont insérées au Moniteur belge, texte français et texte néerlandais l'un en regard de l'autre.

Elles sont obligatoires dans tous le royaume le dixième jour après celui de leur publication, à moins que la loi n'ait fixé au autre délai.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt.

**ALBERT II, König der Belgier,
Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß.**

Die Abgeordnetenversammlung hat das Folgende angenommen, und Wir sanktionieren es:

(Gesetz)

Verkünden das vorliegende Gesetz, ordnen an, daß es mit dem Staatssiegel versehen und im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.³

§ 2. La sanction et la promulgation des lois adoptées conformément aux articles 77 et 78 de la Constitution, se feront de la manière suivante:

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit:

(Loi)

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'État et publiée par le Moniteur belge.

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt:

(Wet)

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt.

**ALBERT II, König der Belgier,
Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß.**

Die Kammern haben das Folgende angenommen, und Wir sanktionieren es:

(Gesetz)

Verkünden das vorliegende Gesetz, ordnen an, daß es mit dem Staatssiegel versehen und im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.⁴

Art. 4

Les lois, après leur promulgation, sont insérées au Moniteur belge, **texte français, texte** néerlandais et texte allemand les uns en regard des autres.⁵

Elles sont obligatoires dans tous le royaume le dixième jour après celui de leur publication, à moins que la loi n'ait fixé au autre délai.

³ Art. 4, 1°: insertion.

⁴ Art. 4, 2°: insertion.

⁵ Art. 5: remplacement.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'État et publiée par le Moniteur belge.

§ 2. De bekrachtiging en afkondiging van de wetten, aangenomen overeenkomstig de artikelen 77 en 78 van de Grondwet, geschieden op volgende wijze:

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

ALBERT II, Koning der Belgen,

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt:

(Wet)

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt.

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit:

(Loi)

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'État et publiée par le Moniteur belge.

Art. 4

De wetten worden na hun afkondiging in het *Belgisch Staatsblad* opgenomen, de Nederlandse tekst en de Franse tekst tegenover elkander.

Zij zijn verbindend in het gehele Rijk de tiende dag na die van hun bekendmaking, tenzij de wet een andere termijn heeft bepaald.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'État et publiée par le Moniteur belge.

ALBERT II, König der Belgier, Allen Gegenwärtigen und Zukunftigen, Unser Gruß.

Die Abgeordnetenversammlung hat das Folgende angenommen, und Wir sanktionieren es :

(Gesetz)

Verkünden das vorliegende Gesetz, ordnen an, daß es mit dem Staatssiegel versehen und im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.³

§ 2. De bekrachtiging en afkondiging van de wetten, aangenomen overeenkomstig de artikelen 77 en 78 van de Grondwet, geschieden op volgende wijze:

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

ALBERT II, Koning der Belgen,

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt:

(Wet)

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt.

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit:

(Loi)

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'État et publiée par le Moniteur belge.

ALBERT II, König der Belgier, Allen Gegenwärtigen und Zukunftigen, Unser Gruß.

Die Abgeordnetenversammlung hat das Folgende angenommen, und Wir sanktionieren es :

(Gesetz)

Verkünden das vorliegende Gesetz, ordnen an, daß es mit dem Staatssiegel versehen und im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.⁴

Art. 4

De wetten worden na hun afkondiging in het *Belgisch Staatsblad* opgenomen, **de Nederlandse, de Franse en de Duitse tekst⁵** tegenover elkander.

Zij zijn verbindend in het gehele Rijk de tiende dag na die van hun bekendmaking, tenzij de wet een andere termijn heeft bepaald.

³ Art. 4, 1°: invoeging

⁴ Art. 4, 2°: invoeging

⁵ Art. 5: vervanging.

Art. 8

Lorsqu'il y a lieu à publication d'un traité auquel la Belgique est partie, cette publication se fait par la voie du *Moniteur belge* dans un texte original avec traduction française ou néerlandaise.

Dans le cas où un texte original n'a pas été établi en français ou en néerlandais, la traduction dans les deux langues est également publiée au *Moniteur belge*.

18 juillet 1966

Lois sur l'emploi des langues en matière administrative

Art. 56

§ 1. Les arrêtés royaux et ministériels sont rédigés en français et en néerlandais.

Toutefois, ils peuvent être unilingues, quand ils se rapportent exclusivement soit à la région de langue française ou de langue néerlandaise, soit à un des cadres ou rôles linguistiques des services visés aux articles 39 à 47.

Les arrêtés royaux et ministériels bilingues sont d'abord rédigés dans la langue imposée par l'article 39 et ensuite traduits.

Les arrêtés royaux et ministériels bilingues sont publiés intégralement par la voie du *Moniteur belge*, texte français et texte néerlandais en regard l'un de l'autre dans le mois de leur date. Néanmoins, lorsqu'ils n'intéressent pas la généralité des citoyens, ils peuvent n'être publiés que par extrait ou ne faire l'objet que d'une simple mention au *Moniteur belge*; si leur publicité ne présente aucun caractère d'utilité publique, ils peuvent ne pas être publiés.

Les arrêtés royaux et ministériels rédigés en une seule langue ne peuvent faire l'objet que d'une simple mention dans les deux langues au *Moniteur belge*; si une telle mention ne présente aucun caractère d'utilité publique, il peut y être renoncé.

Les lois et règlements peuvent prescrire en outre un autre mode de publication des arrêtés royaux et ministériels.

§ 2. (...)

Art. 8

Lorsqu'il y a lieu à publication d'un traité auquel la Belgique est partie, cette publication se fait par la voie du *Moniteur belge* dans un texte original avec traduction française, néerlandaise ou allemande.

Dans le cas où un texte original n'a pas été établi en français, en néerlandais ou en allemand, la traduction dans les trois langues est également publiée au *Moniteur belge*.⁶

18 juillet 1966

Lois sur l'emploi des langues en matière administrative

Art. 56

Les arrêtés royaux et ministériels sont rédigés en français, en néerlandais et en allemand.

Toutefois, ils peuvent être unilingues, quand ils se rapportent exclusivement soit à la région de langue française, de langue néerlandaise ou de langue allemande, soit à un des cadres ou rôles linguistiques des services visés aux articles 39 à 47.

Les arrêtés royaux et ministériels trilingues sont d'abord rédigés dans la langue imposée par l'article 39 et ensuite traduits.

Les arrêtés royaux et ministériels sont publiés intégralement par la voie du *Moniteur belge* dans le mois de leur date. Lorsqu'ils sont trilingues, ils sont publiés texte français, texte néerlandais et texte allemand en regard les uns des autres.⁷

⁶ Art. 6: remplacement.

⁷ Art. 7: remplacement.

Art. 8

Is er aanleiding tot bekendmaking van een verdrag waarbij België partij is, dan wordt dat verdrag in een oorspronkelijke tekst in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt met de Nederlandse of de Franse vertaling.

Bestaat er geen oorspronkelijke tekst in het Nederlands of in het Frans, dan wordt de vertaling in beide talen insgelijks in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

18 juli 1966

Wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken

Art. 56

§ 1. De koninklijke ministeriële besluiten worden gesteld in het Nederlands en in het Frans.

Zij mogen echter eentalig zijn wanneer zij uitsluitend betrekking hebben hetzij op het Nederlandse of op het Franse taalgebied, hetzij op een van de taalkaders of rollen van de diensten bedoeld in de artikelen 39 tot 47.

De tweetalige koninklijke en ministeriële besluiten worden eerst gesteld in de taal voorgeschreven bij artikel 39 en daarna vertaald.

De tweetalige koninklijke en ministeriële besluiten worden integraal in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt, de Nederlandse tekst tegenover de Franse, binnen één maand van hun dagtekening. Nochtans wanneer zij geen belang hebben voor de meerderheid van de burgers, mogen zij bij uittreksel bekendgemaakt worden of het voorwerp zijn van een gewone vermelding in het *Belgisch Staatsblad*; wanneer hun bekendmaking geen openbaar nut heeft, mag daarvan afgezien worden.

De koninklijke en ministeriële besluiten die in één taal gesteld zijn mogen enkel het voorwerp zijn van een gewone vermelding in de twee talen in het *Belgisch Staatsblad*; indien zulke vermelding geen openbaar nut heeft, mag daarvan afgezien worden.

De wetten en verordeningen mogen bovendien voorschrijven dat de koninklijke en ministeriële besluiten op een andere wijze bekendgemaakt worden.

§ 2. (...)

Art. 8

Is er aanleiding tot bekendmaking van een verdrag waarbij België partij is, dan wordt dat verdrag in een oorspronkelijke tekst in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt met de Nederlandse, Franse of Duitse vertaling. Bestaat er geen oorspronkelijke tekst in het Nederlands, het Frans of het Duits, dan wordt eveneens de vertaling in de drie talen in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.⁶

18 juli 1966

Wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken

Art. 56

De koninklijke en ministeriële besluiten worden gesteld in het Nederlands, het Frans en het Duits.

Zij mogen echter eentalig zijn wanneer zij betrekking hebben hetzij op het Nederlandse, het Franse of het Duitse taalgebied, hetzij op een van de taalkaders of rollen van de diensten bedoeld in de artikelen 39 tot 47.

De drietalige koninklijke en ministeriële besluiten worden eerst gesteld in de taal voorgeschreven bij artikel 39 en daarna vertaald.

De koninklijke en ministeriële besluiten worden integraal in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt, binnen één maand van hun dagtekening. Wanneer zij drietalig zijn, worden zij bekendgemaakt met de Nederlandse, de Franse en de Duitse tekst tegenover elkaar.⁷

⁶ Art. 6: vervanging.

⁷ Art. 7: vervanging.